



Les élections présidentielles au Congo-Brazzaville ne sont pas faciles comme certaines personnes le font croire à la population. Parmi les candidats en lice, on cite monsieur Modeste Boukadia, candidat indépendant. Dans ses déclarations, « l'enfant de Kibossi » ne contourne pas au dos de la cuillère pour démontrer au Congolais Brazzavillois que le décret du 08 mai 2009 qui a fixé au 12 juillet 2009 le premier tour de l'élection présidentielle est anticonstitutionnel par la vacance de pouvoir avérée depuis mars 2009.

Pour ce faire, il souhaite un Gouvernement de transition d'Union Nationale ou un Gouvernement Provisoire de la République pour une durée de six mois pour aller aux élections véritablement libres et transparentes dans la quiétude en préservant l'acquis de la paix.

C'est dans cet ordre d'idées que le Président national du Cercle des Démocrates et Républicains du Congo-Brazzaville, C.D.R.C. en sigle, monsieur Modeste Boukadia avait invité à la date du 31 mai 2009 à la « Mairie Centrale » de Brazzaville toutes les couches des populations congolaises venues de tous les coins du pays et la presse étrangère à une Conférence publique pour éclairer la population sur les problématiques des élections présidentielles en République du Congo. Malheureusement, cette Conférence publique n'avait pas eu lieu car, on a assisté une forte présence des hommes en uniformes armés jusqu'aux dents. Dans la salle prévue pour la Conférence publique, nous avons encore vu la présence de l'homme de main du Président Sassou Nguesso, monsieur Ibovic¹, l'Ancien Ministre de l'Intérieur avec des personnes ramassées à l'improviste pour servir au boycott de ladite Conférence publique.

Devant la Mairie Centrale, des banderoles écrites en faveur du Président Modeste Boukadia pour l'encourager d'aller toujours de l'avant dans son combat.

Pour saboter ses actions, le gestionnaire de la Mairie Centrale avait eu des ordres venus d'en haut de lui céder une petite salle qui avait une capacité d'environ de 300 personnes. Contrairement à la masse qui était venue écouter et acclamer « l'enfant terrible de Kibossi », l'arrivée du Président national, Monsieur Modeste Boukadia était salué comme un Roi. Dans la salle comme à l'extérieur une foule folle encerclée l'attendait.

¹ François Ibovi est vice-président de l'Assemblée nationale du Congo et ancien porte-parole du président Sassou Nguesso.

Etant l'homme de principe et voyant l'encombrement de cette salle sans sonorisation ni aération, il dispersa la foule en disant ceci : « *Puisqu'ils m'ont cherché, ils vont me trouver. Ils ont déjà dirigé pendant 25 ans et ils n'ont rien fait. Qu'est-ce qu'ils vont faire si on leur accorde encore un autre mandat ?* »

C'est au cours d'une interview accordée avec la presse étrangère dans sa résidence qu'il a éventré le boa en sacrifiant le régime actuel (l'intégralité dans nos prochaines éditions).

Dans une adresse à la population, il invite le peuple congolais, seul souverain à prendre acte de sa candidature officielle à la Présidentielle de la République, une et indivisible.

Voici son Contrat avec le Peuple Congolais Souverain

Objectif : « *unir les Congolais pour le rayonnement du pays* »

Ma vision globale de l'autre politique

Dans le cadre de la reconstruction de notre Congo na biso, en tant que candidat déclaré à la Présidence de la République aux élections de juillet 2009 ; je propose à nos dix belles régions qui constituent notre pays et à nos partenaires historiques quels qu'ils soient un contrat de bon sens en trois volets : social, économique, politique dont l'essentiel se résume en dix points.

SOCIAL

1. Couverture sociale généralisée pour tous

Institution pour tous, sans exclusion, d'un régime de sécurité sociale généralisé (formation, santé, retraite, dépendance) dont le financement sera assuré comme élément du prix de revient des entreprises en tant que revenus différés indispensables à l'existence de ces prestations, ce qui suppose la création du marché d'échange productif pour s'auto-rémunérer en flux tournant.

2. Rémunération immédiate des retraites et pensions

Institution d'un fond financier pour la rémunération immédiate des retraites et pensions sous condition d'âge à définir selon l'état de santé et d'invalidité, cela indépendamment du manque de cotisation antérieure dû aux guerres contre tous les civils, ce qui permettra de réinitialiser le système de répartition nonobstant une négociation entre partenaires sociaux pour résorber à terme le retard des paiements des retraites et pensions pour susciter la relance par la dépense car, contrairement aux pays développés, nous ne craignons pas la concurrence très exacerbée.

3. Un fond pour l'égalité des chances

Institution d'un fond financier pour la formation professionnelle continue et la promotion sociale pour accéder aux études supérieures pour ceux

d'origine modeste qui le mériteront avec réorganisation du système d'attribution des bourses d'études pour l'égalité des chances.

4. **Indemnisation de toutes les victimes innocentes**
Institution d'un fonds financier géré par l'Etat pour indemniser toutes les victimes innocentes des différentes guerres contre les civils et pour la reconstruction des patrimoines immobiliers détruits et pillés appartenant aux victimes avérées innocentes de toutes ces exactions. Toute la distribution de ce fonds participera à réinitialiser le système de répartition en flux tournant avec la condition primordiale et indispensable que chacun produise quelque chose pour recevoir un revenu à dépenser en vue d'acheter les produits et services faits par les autres pour nous tous.

ECONOMIQUE

5. **Création des infrastructures vitales**

Mise en place immédiate d'un programme de création des infrastructures indispensables à la vie en général : eau, alimentation, santé et sécurité sociale, éducation, énergies, transports, etc. créant ainsi les objets sociaux permettant le développement de notre marché intérieur par les Congolais eux-mêmes lesquels mettront en œuvre les moyens techniques modernes acquis sur le marché international en contrepartie des devises issues de la vente de nos ressources, des moyens mis à la disposition, contre emprunt personnel remboursé au taux de l'inflation en monnaie locale, pour ceux qui s'engageront à les faire fonctionner et à produire efficacement sous condition de réussite effective en commercialisant avec pour objectif le marché intérieur.

6. **Réorganisation des échanges commerciaux**

Reconduction dans le cadre d'un commerce équitable des engagements pris par le Congo auprès des partenaires historiques dans les divers secteurs d'activités avec la mise en place d'une monnaie nouvelle inconvertible avec le franc CFA toujours adossée à l'euro avec un commerce international en partenariat sélectif et préférentiel hors différentiel de charge (HDC) avec la réorganisation fondamentale de la Banque Centrale du Congo qui doit être certainement indépendante du pouvoir central, mais pas trop au sens de Milton Friedman.

7. **Développement de notre marché intérieur**

Engagement d'un programme économique de développement du marché intérieur dont les premières mesures seront l'instauration d'une bonne Gouvernance sans corruption dans le cadre d'une politique d'ouverture intérieure à tous les partenaires sociaux en établissant une grille de rémunération au mérite à la quinzaine en échange des services et produits effectifs.

POLITIQUE

8. Réhabilitation de la Force Publique

Réorganisation en profondeur de la Force publique prise comme vecteur primordial de l'indépendance de la Nation, avec modernisation et rééquipement adapté de ses armes et moyens de défense sans oublier la reconnaissance du peuple pour leur assurer le revenu convenable indispensable à la dignité et un paiement régulier des soldes, des pensions des Anciens et des frais de missions avec une fourniture de l'habillement tant d'engagement actif pour le service que de présence civile en situation conviviale en dehors de l'engagement actif.

9. Moralisation de la vie publique

Définition du statut juridique de tous les anciens présidents, des anciens ministres, des parlementaires pour la moralisation de la vie publique et assurer des passations de pouvoir dans la continuité de l'Etat, la concorde et le respect de nous tous, en établissant une grille budgétisée des émoluments pour leurs « bons et loyaux » services. Réaménagement de tous les textes institutionnels qui régulent le fonctionnement régulier de l'Etat et ses autres corps, mais aussi toutes les activités humaines en vue de recréer une multitude d'entreprises pour générer les produits et les services que nous nous vendrons les uns les autres en flux tournant.

10. Construire les Etats-Unis d'Afrique Centrale

Sur un plan géopolitique visant surtout le continent africain, la réunification des peuples issus des Songhoï, des Bantu et des Zulu, depuis les régions subsahariennes, jusqu'en Afrique du Sud, est la condition nécessaire pour construire les États Unis d'Afrique Centrale préfigurant la véritable union des peuples d'Afrique, au sens des Pères-Fondateurs de l'unité africaine qui voulaient tous que celle-là se réalise dans une indépendance souveraine et surtout responsable.

Le Congo na biso, notre Congo, par sa position, est un épice centre parmi d'autres en Afrique centrale ; cette partie de l'Afrique qui s'est désagrégée en entraînant la dislocation de la sous-région équatoriale par des guerres pour la conquête du pouvoir alors que celles-là sont, en principe, la solution aux crises économiques et financières au sens de Carl von Clausewitz, ce que l'on doit jamais oublier surtout dans les conditions nouvelles créées par le système financier.

Dans le cadre de la mondialisation, l'Afrique centrale doit initier une dynamique novatrice qui n'est ni de redessiner ni de redéfinir les frontières issues de la colonisation et du traité de Berlin, mais de permettre une négociation entre pays ayant des mêmes ethnies, ou des régions partagées entre eux, de recouvrer leurs anciennes configurations d'avant ce traité sans pour autant amputer ces pays de leurs régions ou de leurs populations. C'est pratiquement la seule vraie solution pour se sortir de l'épuration ethnique qui se déroule un peu partout en Afrique.

(Dossier à suivre)